

Ministère
des Affaires Sociales
et du Travail



**ÉVALUATION
DES BESOINS
POST CYCLONE**

MATHEU

**SECTEUR EMPLOI
ET MOYEN DE SUBSISTANCE**



Novembre 2016

AVERTISSEMENT

L'évaluation des besoins du secteur de l'emploi a été préparée par le Ministère des Affaires Sociales et du Travail et ses partenaires. Le rapport final du secteur a été approuvé par Ministère des Affaires Sociales et du Travail et est publié en ligne tel quel, dans sa version non-éditée. Toute divergence avec le rapport global (PDNA) est involontaire.

TABLES DES MATIÈRES

1	RÉSUMÉ	5
2	CONTEXTE	7
3	EFFETS DE L'OURAGAN	11
4	PRINCIPAUX OBJECTIFS DE RELÈVEMENT ET BESOINS DU SECTEUR	15
5	IMPACT SUR L'EMPLOI ET LES MOYENS DE SUBSISTANCES	17
6	PRIORITÉS DU SECTEUR	19
7	POLITIQUES SECTORIELLES EXISTANTES ET PROGRAMMES MAJEURS	23
8	STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE / PLAN D'ACTION	25
9	MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION DU SECTEUR	45



1

RÉSUMÉ

L'ouragan Matthew a touché 5,6 millions de personnes (43% d'entre elles ont moins de 18 ans) ou 1,2 million de ménages répartis dans quatre départements (Grande Anse, Nippes, trois communes de l'Ouest et Sud) dans la péninsule sud-ouest d'Haïti.

On estime qu'au cours de l'exercice 2016/17, un total de **32 437 532 journées de travail (ou l'équivalent de 122,406 emplois à temps plein) et environ 974.47 millions de Gourdes (14.74 millions \$US)** de revenu personnel ont été perdus par les pertes de productions dans les secteurs agricole et non agricole à la suite de catastrophes induites par l'ouragan, soit une moyenne de 141% de perte du salaire mensuel médian des travailleurs agricoles¹. Malheureusement, les données de l'ECVMAS n'étant pas désagrégées par sexe, il n'a pas été possible de faire une estimation des pertes en revenus des femmes par rapport aux hommes.

Les pertes totales en revenus sont basses en raison de salaires extrêmement bas dans les zones rurales affectées, bien en deçà du salaire minimum national. De plus, les données provenant de la dernière enquête sur les ménages (ECVMAS 2012) ne sont pas exhaustives et nécessiteraient d'une profonde révision. En effet, le salaire médian agricole mensuel pour les zones a été évalué à 812 HTG dans les zones affectées, soit environ 12 \$US par mois. En revanche, le revenu moyen global (au niveau national) agricole est de 2860 HTG, soit 43 \$US par mois. **En utilisant ce revenu moyen global par secteur, les pertes totales de revenus personnel dans l'agriculture s'élèvent à environ 2 647 millions de gourdes (40.053 millions \$US), 938.6 millions de gourdes (14.2 millions \$US) dans le secteur non agricole et un total de 3 586.2 millions de gourdes (54.2 millions \$US) de pertes en revenus.**

En termes relatifs, on s'attend à ce que les travailleurs peu rémunérés et les travailleurs agricoles de récupérer leurs actifs productifs et leurs revenus tout en augmentant la capacité de résistance de leurs moyens de subsistance face aux chocs futurs.

¹ Sur une base d'une estimation de 635 760 travailleurs agricoles et 496 994 travailleurs non-agricoles pour le Sud, Grande Anse, Nippes et les 3 communes de l'Ouest, découlant de l'ECVMAS 2012. Ces données diffèrent des données du rapport du MADNR qui se base sur le RGA 2008.

Afin de permettre aux travailleurs de pallier à leurs pertes en revenus et d'accéder à un revenu décent par rapport au 12 US\$ de revenu médian mensuel², un total de USD 26,087,500 est estimé nécessaire pour le secteur emploi afin de mettre en place une stratégie d'appui pour le rétablissement de l'emploi et des moyens d'existence à court, moyen et long terme. Les besoins en emploi des autres secteurs (essentiellement par des activités d'HIMO) sont estimés à 173, 220,358 \$US, soit un total de 199, 307,858 \$US pour relancer l'emploi dans les zones affectées.

² ECVMAS 2012

2

CONTEXTE

Tendances nationales : Étant le seul pays à faible revenu des Amériques, Haïti n'a pas réussi à converger vers des niveaux de revenu par habitant³ comparables à ceux de ses voisins. Une économie informelle surdimensionnée, l'aggravation des inégalités et une extrême vulnérabilité aux risques naturels fréquents créent un environnement fragile pour le marché du travail. Haïti a encore du mal à se relever du tremblement de terre de 2010 qui a tué plus de 220 000 personnes et qui a causé la destruction massive des logements privés, des institutions publiques et des lieux de travail ainsi qu'une grave perturbation du tissu socioéconomique du pays. Au niveau macro, cela se traduit par des niveaux stagnants de revenu par habitant et l'insuffisante création d'emplois. Avec plus de 59% d'Haïtiens vivant dans la pauvreté et plus de 24% dans une pauvreté extrême, les décideurs en Haïti sont confrontés à de sérieux défis administratifs, économiques et sociaux.

Pénurie des données sur le marché du travail : Toute analyse du marché du travail haïtien est limitée par la pénurie de données actuelles. Au cours des 16 dernières années, seules trois enquêtes sur les ménages ont été menées, y compris un module sur le marché du travail. Deux d'entre elles ont été menées avant le séisme de 2010 et leur contenu est donc trop dépassé pour la présente analyse. Sauf indication contraire, toutes les données du présent rapport sont tirées de l'Enquête sur les conditions de vie 2012 (Enquête sur les conditions de vie des Ménages Après Séisme - ECVMAS). En raison des limites des données, l'activité économique ne peut être distinguée que par l'emploi agricole et non agricole (c.-à-d. l'agriculture et les secteurs non agricoles, y compris les activités formelles et informelles dans le commerce de gros et de détail, la fabrication et l'industrie ainsi que dans les restaurants et l'hébergement).

Population active en Haïti : En 2012, la population active d'Haïti a été estimée à 8,2 millions de personnes ce qui équivaldrait à 75 % de la population totale d'Haïti. Sur ces derniers, 56,9% ont été estimés être économiquement actifs (occupés ou sans emploi). Les femmes sont moins susceptibles d'être sur le marché du travail - seules 48,4% des femmes sont économiquement actives comparativement à 66% des hommes. La situation défavorisée des femmes sur le marché du travail s'explique

³ En moyenne, le PIB per capita était de 505 dollars USD courants pour la période de 1991 à 2014. En ce qui concerne le Revenu Brut Par Habitant (RNB) en PPA, il est passé de 1370 dollars à 1770 dollars en 2014, soit l'un des pays à faible revenu.

en partie par la répartition inégale des tâches domestiques : les femmes déclarent consacrer deux fois plus de temps au travail domestique (15,4 heures par semaine) que les hommes (7 heures par semaine).

Le travail des enfants en tant que stratégie de survie : Les taux d'activité économique des enfants sont comparativement plus élevés dans les zones rurales que dans les zones urbaines et ont augmenté de façon significative depuis le séisme de 2010, ce qui indique que les ménages ont accru leur offre de travail. En 2012, 39,2% des enfants membres du ménage étaient actifs, contre seulement 23,7% en 2007 (soit une augmentation de 15,5%). Selon le World Factbook de la CIA, environ 2,5 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans font partie de la population active à travers le pays.

L'emploi (informel) par secteur : La grande majorité des emplois en Haïti sont créés dans l'agriculture (47%) ou dans les secteurs non agricoles informels (45,1%). L'emploi dans les secteurs formels privé et public est rare 4,5% et 3,4% respectivement. Même si l'on travaille dans le secteur formel, en l'absence d'un système de protection sociale établi, la plupart des possibilités d'emploi sont encore informelles. En conséquence, la quasi-totalité des emplois en Haïti (93,6%) sont classés comme informels, rendant presque impossible la réalisation de conditions de travail décentes. Selon l'étude « Les fondements de la pratique de la domesticité des enfants en Haïti », la Grand'Anse et le Sud comptent parmi les départements avec une plus forte propension à placer des enfants en domesticité.

Chômage et sous-emploi : En 2012, on estime que 657 600 personnes sont sans emploi en Haïti, ce qui correspond à un taux de chômage de 14,1%. Comme c'est habituellement le cas dans les pays en développement, le chômage est avant tout un phénomène urbain: 25,6% dans les centres urbains contre 7,3% dans les zones rurales. Le chômage tend à diminuer avec l'âge et affecte les femmes (17,3%) de manière disproportionnée par rapport aux hommes (11,5%), ce qui rend les jeunes travailleurs féminins et urbains particulièrement vulnérables à la marginalisation socio-économique. Cette situation semble encore plus sévère chez les femmes chefs de ménage: vraisemblablement causées par des responsabilités de prise en charge inégalement réparties, les femmes chefs de ménage sont deux fois plus susceptibles d'être au chômage que les hommes chefs de ménage (16,7% contre 6,9%). La part des jeunes «qui ne sont pas au travail, à l'éducation ou à la formation» est relativement faible par comparaison à l'échelle mondiale, à l'exception du groupe d'âge de 20 à 24 ans qui enregistre un taux alarmant élevé de 31,9% (41,9% dans les zones urbaines). La faible capacité d'absorption du marché du travail haïtien est illustrée par des taux élevés de sous-emploi liés au temps et au revenu, qui touchent 79,3% de tous les travailleurs.

Revenu et inégalité : La plupart des travailleurs d'Haïti occupent un emploi rémunéré, à l'exception des travailleurs familiaux qui représentent 13,9% de la population active occupée. Les travailleurs familiaux non rémunérés sont largement représentés dans l'agriculture (45,7%), suivis du secteur informel hors ferme (16,2%). Il existe une grande inégalité des revenus entre les secteurs d'activités économiques : les secteurs agricole et informel non agricole qui accueillent la grande majorité des travailleurs haïtiens fournissent les revenus les plus bas avec un revenu mensuel médian de HTG 350 et 2 500 HTG respectivement. Les secteurs publics et privés formels offrent les meilleures opportunités de revenu à une minorité de travailleurs haïtiens avec un salaire mensuel médian de HTG 9,400 et HTG 10 000 respectivement. L'incapacité du marché du travail haïtien à générer suffisamment d'emplois formels pour sa

main-d'œuvre est en fait l'un des pays les plus inégaux avec un coefficient de Gini de 0,76 en 2012 (une augmentation de 15% par rapport à 2007). Compte tenu de ces chiffres, il n'est pas surprenant que 59,2% de tous les travailleurs déclarent avoir des revenus très instables et que 32,2% de tous les ménages s'endettent pour joindre les deux bouts.

Envois de fonds (remitances) : Une part importante du revenu du ménage est perçue par des transferts de parents et d'amis à l'étranger. Selon la Banque mondiale, Haïti est le pays d'émigration le plus élevé des pays de l'enseignement supérieur en 2010/11 et figure parmi les dix premiers pays bénéficiaires des envois de fonds en 2014. En effet, les envois de fonds ont augmenté de façon constante au cours de la dernière décennie et atteignent USD 2,0 milliards en 2015, Soit 24% du PIB.



3

EFFETS DE L'OURAGAN

Le cyclone Matthew a touché près de 5.6 million de personnes (43% ont moins de 18 ans) ou 1.2 millions de ménages à travers quatre départements (Grande Anse, Nippes, Ouest et Sud).

Répartition sectorielle de l'emploi et des revenus : La perte en revenu a été calculée d'une part, sur la base des pertes estimées par le secteur de l'Agriculture dans le cadre du PDNA de 23 933 millions de gourdes et du secteur commerce de 7 172 millions de Gourdes et de 250 millions de Gourdes du secteur tourisme ; et d'autre part sur la moyenne des revenus moyen médian mensuel pour les secteurs agricole (812 HGT) et non agricoles (1,625 HGT) dans le Sud, Grande Anse, Nippes et les trois communes touchées de l'Ouest de l'ECVMAS (2012). Ainsi, on estime qu'au cours de l'exercice 2016/17, un total de **32 437 532 journées de travail (ou l'équivalent de 122,406 emplois à temps plein) et environ 974.47 millions de Gourdes (14.74 millions \$US)** de revenu personnel ont été perdus par les pertes de productions dans les secteurs agricole et non agricole à la suite de catastrophes induites par l'ouragan⁴. Malheureusement, les données de l'ECVMAS n'étant pas désagrégées par sexe, il n'a pas été possible de faire une estimation des pertes en revenus des femmes par rapport aux hommes.

Perte en jour de travail et revenus dans le Sud, Grande Anse, Nippes et Ouest (Grand-Goâve, Léogane, Kenscoff) sur la base du salaire médian mensuel de ces zones (ECVMAS, 2012) :

SECTEUR	RÉDUCTION DE LA PRODUCTION	PERTES DE JOUR DE TRAVAIL	TEMPS-PLEIN	PERTE DE REVENUS (MILLIONS DE HTG)	PERTE DE REVENUS (MILLIONS DE \$US)
Agriculture	- 23,8 %	28 234 178	106 544	729.86	11.04
Non-agricole	- 4.6%	4 203 354	15 862	244.61	3.7
Total	-	32 437 532	122 406	974.47	14.74

4 Sur une base d'une estimation de 635 760 travailleurs agricoles et 496 994 travailleurs non-agricoles pour le Sud, Grande Anse, Nippes et les 3 communes de l'Ouest, découlant de l'ECVMAS 2012. Ces données diffèrent des données du rapport du MADNR qui se base sur le RGA 2008.

En termes relatifs, on s'attend à ce que les travailleurs peu rémunérés et les travailleurs agricoles vivant dans les zones rurales subissent des conséquences beaucoup plus importantes sur leurs moyens de subsistance. Les travailleurs familiaux non rémunérés sont largement représentés dans l'agriculture (45,7%) et le secteur informel non agricole (16,2%). Ainsi la perte de revenus ne touche pas uniquement le/la chef de famille mais aussi ses dépendants. En Haïti, chaque travailleur soutien approximativement 1.75 personnes sans un revenu.

D'autre part, les pertes totales en revenus sont basses en raison de salaires extrêmement bas dans les zones rurales affectées, bien en deçà du salaire minimum national. De plus, les données provenant de la dernière enquête sur les ménages (ECVMAS 2012) ne sont pas exhaustives et nécessiteraient d'une profonde révision. En effet, le salaire médian agricole mensuel pour les zones a été évalué à 812 HTG dans les zones affectées, soit environ 12 \$US par mois. En revanche, le revenu moyen global (au niveau national) agricole est de 2860 HTG, soit 43 \$US par mois. **En utilisant ce revenu moyen global par secteur, les pertes totales de revenus personnel dans l'agriculture s'élèvent à environ 2 647 millions de gourdes (40.053 millions \$US), 938.6 millions de gourdes (14.2 millions \$US) dans le secteur non agricole et un total de 3 586.2 millions de gourdes (54.2 millions \$US) de pertes en revenus.**

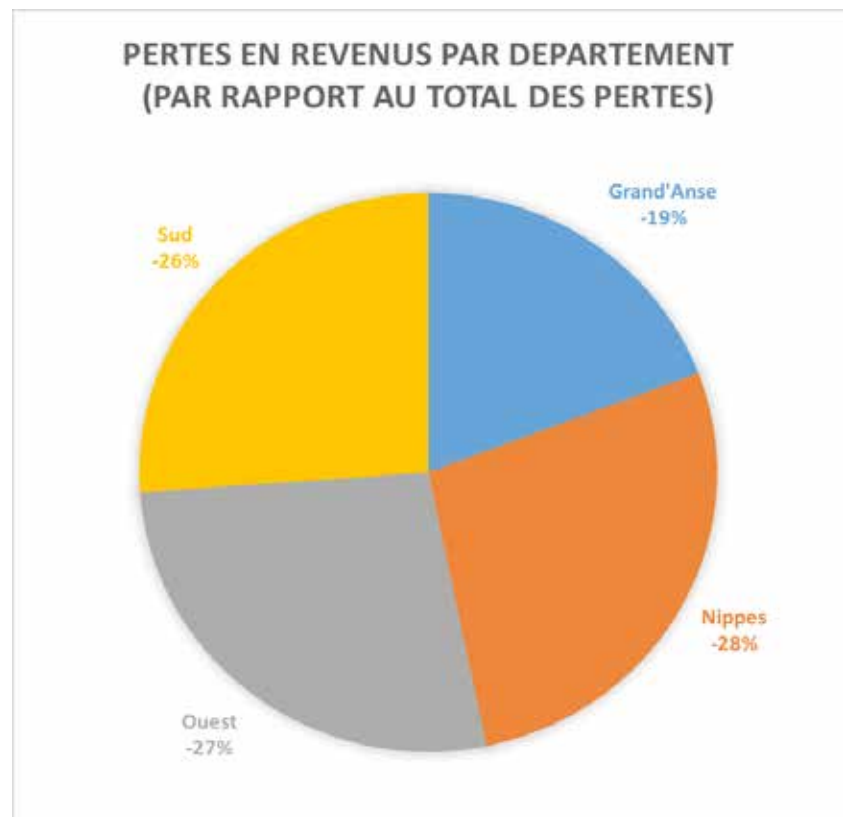
Une analyse plus approfondie des gains et de la taille de la main-d'œuvre par secteur révèle que:

- un travailleur dans le secteur agricole a perdu en moyenne 141% de son revenu médian⁵ mensuel;
- un travailleur dans les secteurs non agricoles a perdu en moyenne 30% de son revenu médian mensuel;

Ces pertes de revenu sont susceptibles d'augmenter à moins que les ménages reçoivent des subventions ou des crédits pour reconstruire leurs maisons et restaurer leurs actifs productifs dans un avenir immédiat.

Emploi et revenu - répartition géographique : En chiffres absolus, la répartition en perte de revenu personnel – sur la base du salaire médian mensuel des zones affectées – est de : 4.1 millions US\$ pour les travailleurs de Nippes, 4 millions pour les travailleurs des trois communes de l'Ouest, 3.8 millions pour les travailleurs du Sud et 2.8 millions \$US pour la Grande Anse. Cette répartition géographique des pertes est cependant en grande partie le reflet d'une inégalité de revenu préexistante : les travailleurs des zones urbaines (dont la majorité se trouve dans l'Ouest) génèrent des revenus plus élevés et donc perdent plus. En revanche les pertes en jours de travail sont plus importantes pour la Grande Anse (plus de 10 millions de jours de travail perdus) que les autres départements (voir graphique ci-dessous). En termes relatifs, les travailleurs ruraux faiblement rémunérés (et leurs travailleurs familiaux non rémunérés) devraient subir l'impact le plus sévère et le plus durable des moyens de subsistance.

⁵ Le salaire médian est plus représentatif en raison des fortes inégalités : la comparaison entre revenu moyen et médian est que le premier est tiré vers le haut par les revenus particulièrement importants d'une petite minorité.



Ces pertes de revenu sont susceptibles d'augmenter à moins que les ménages reçoivent des subventions ou des crédits pour reconstruire leurs maisons et restaurer leurs actifs productifs dans un avenir immédiat.



4

PRINCIPAUX OBJECTIFS DE RELEVEMENT ET BESOINS DU SECTEUR

Une stratégie de relèvement est proposée pour permettre aux ménages de récupérer leurs actifs productifs et leurs revenus ; d'augmenter la résilience de ses moyens d'existence face à des chocs futurs ; de poser les fondations du développement économique et de l'emploi décent des zones affectées par l'ouragan ; de pallier aux pertes en termes d'emploi et de moyens de subsistance chez les jeunes et les adolescents-es, afin d'éviter chez ces derniers-ères la formation de mécanismes d'adaptations négatifs (tels que prostitution, criminalité, etc.) ; de faciliter l'accès des femmes aux opportunités d'emplois créés par les interventions de relèvement et de protéger les enfants contre toutes formes de travail, trafic et violences, et notamment contre le phénomène des enfants travailleurs domestiques, qui risque de prendre de l'ampleur suite aux conséquences de l'ouragan Matthew sur les conditions des ménages.

Pour y parvenir, il est proposé :

- Réhabilitation des infrastructures publiques et productives et des logements directement endommagés par le sinistre à travers la création d'emplois immédiats permettant l'accès à des moyens de subsistance ;
- Coordonner les actions des différents secteurs en matière d'emplois immédiats ;
- Promouvoir un programme de formation professionnelle pour les secteurs économiques (construction, agriculture, pêche, tourisme) porteurs des départements touchés en lien entre l'offre et la demande ;
- Renforcement et création de micro entreprises dans les secteurs de la construction et secteurs productifs clé ;
- Renforcement du système productif et des chaînes de valeurs dans les secteurs clé ;
- Développement et mise en place d'une politique régionale pour l'emploi décent et d'un programme d'entreprenariat juvénile, portant l'emphasis sur les jeunes femmes, renforcé par des programmes de formation professionnelle et d'apprentissages, de facilitation de l'accès au crédit pour les plus jeunes, et d'accompagnement d'activités génératrices de revenus ;

- Lutte contre le travail des enfants, notamment contre le phénomène des enfants travailleurs domestiques, et promotion des normes internationales du travail ;
- Appui au développement d'une stratégie de protection sociale pour tous (socle de protection sociale) ;
- Appui alimentaire aux ménages vulnérables ;
- Appui à la gouvernance du MAST.

5

IMPACT SUR L'EMPLOI ET LES MOYENS DE SUBSISTANCES

Les ménages touchés ont perdu la plupart ou la totalité de leurs actifs productifs. Compte tenu de l'ampleur de l'économie informelle d'Haïti, perdre son foyer, entraîne généralement aussi la perte de son lieu de travail (ou entreprise familiale).

Les pêcheurs déclarent avoir perdu leurs bateaux et leurs filets et par conséquent ne peuvent plus pêcher. Cette situation a entraîné une interruption de la chaîne d'approvisionnement du poisson et a affecté les revenus des micro-transporteurs et des vendeurs du marché.

Les agriculteurs rapportent avoir perdu des semences, des outils et des cultures à cause des vents violents et des inondations continues. De nombreux agriculteurs ont perdu leurs cultures arboricoles comme l'avocat et la noix de coco, ce qui entraînera un impact défavorable durable sur les moyens de subsistance, car ces arbres prennent plus de cinq ans pour repousser.

Les routes endommagées perturbent l'accès aux marchés et les ménages déclarent ne pas pouvoir acheter ni vendre de produits. Dans certains cas, cela a entraîné une hausse des prix des produits alimentaires et non alimentaires essentiels. Combinés à une baisse du revenu, les ménages ne parviennent pas à répondre à leurs besoins de consommation. L'épargne (si elle existe) a été largement utilisée et les ménages comptent de plus en plus sur la solidarité de la famille et des amis pour répondre à leurs besoins fondamentaux. Cela a entraîné une réduction du nombre de repas et de leur qualité. Une fois que les abris temporaires dans les écoles seront fermés, la crise du logement risque de s'aggraver en Haïti.

La majorité des ménages ne pourra pas récupérer leurs moyens de subsistance sans aide extérieure. En raison de l'ampleur de l'informalité, de nombreux ménages ne peuvent pas accéder au crédit et, par conséquent, manquent du capital de démarrage pour relancer leurs activités génératrices de revenus. Certains ménages se plaignent d'une distribution injuste de l'aide humanitaire et envisagent de se déplacer vers les centres urbains pour se rapprocher des agences humanitaires et rechercher d'autres sources de subsistance.

Au cas où une migration rurale-urbaine se produise à grande échelle, il faudra s'attendre à des besoins d'emplois supplémentaires dans les centres urbains pour une main-d'œuvre peu qualifiée, réduisant davantage les salaires et augmentant le chômage dans les zones qui n'étaient pas directement touchées par l'ouragan Matthew.



6

PRIORITÉS DU SECTEUR

- Permettre aux ménages et aux travailleurs de récupérer leurs actifs productifs et leurs revenus tout en augmentant la capacité de résistance de leurs moyens de subsistance face aux chocs futurs doit être des éléments clés du processus de reconstruction et de relèvement après l'ouragan Matthew.
- Le développement et la mise œuvre d'une politique pour l'emploi et l'entrepreneuriat juvénile à long terme intégrant la reconstruction des tissus productifs.
- Ce défi ne peut être relevé que par un effort conjoint du gouvernement haïtien, du secteur privé (y compris des prestataires de services financiers), des organisations de travailleurs et d'employeurs, des organisations de la société civile et des agences internationales.

Secteurs	Court-terme (3-6 mois)	Moyen terme (6-18 mois)	Long terme	TOTAL
Réhabilitation des infrastructures publiques et productives et des logements directement endommagés par le sinistre pour promouvoir l'emploi et les moyens de subsistances ;				\$3 600 000
Infrastructure Agriculture Environnement	Coordination et mise en place de programme d'emplois immédiats décents (incluant les activités HIMO) facilitant l'enlèvement des débris et la recapitalisation de la population	Coordination et mise en place de programmes d'emplois HIMO verts contribuant à la protection des bassins versants et à l'amélioration de la production agricole et de la pêche		
Renforcement du système de la formation professionnelle pour les secteurs productifs				\$4 500 000
Infrastructure logement Education Agriculture Environnement	Mise en place de programme de formation professionnelle de court terme pour le secteur de la construction (infrastructure et logements)	Mise en place de programme de formation professionnelle pour les secteurs économiques porteurs des départements touchés - particulièrement pour les femmes	Renforcement du système de la formation professionnelle incluant gouvernance tripartite et apprentissage pour les secteurs productifs	
Education		Promotion de formations professionnelles pour adolescents et adolescentes adaptées aux opportunités et aux spécificités des adolescents en échec scolaire		
Renforcement et création de micro entreprises dans les secteurs de la construction et secteurs productifs clé				\$3 200 000
Commerce Infrastructure Logement Agriculture Environnement Tourisme	Recapitalisation immédiate des micros, petites et moyennes entreprises (SECTEUR COMMERCE)	Renforcement des institutions de micro finance en appui au financement de la micro, petite et moyenne entreprises - promouvoir des programmes de crédit adaptés aux besoins des femmes et des services financiers pour recommencer les activités de subsistance	Promotion des chaines de valeurs régionales et mise en place d'un service multiservice intégré favorisant la promotion et le développement des petites et micro entreprises	
Commerce Infrastructure Logement Agriculture Environnement Tourisme	Evaluation des besoins de renforcement des micros, petites et moyennes entreprises ainsi que des groupements d'agriculteurs et de pêcheurs	Renforcement des micros, petites et moyennes entreprises ainsi que des groupements d'agriculteurs et de pêcheurs en termes de gestion et d'accès au marché	Renforcement des PME dans la production d'énergie renouvelable	
Développement d'une politique régionale pour l'emploi décent				\$2 200 000

Secteurs	Court-terme (3-6 mois)	Moyen terme (6-18 mois)	Long terme	TOTAL
		Développement des données statistiques sur le marché de l'emploi	Mise en place d'une politique régionale d'emplois décents, durables et inclusifs	
Agriculture Commerce Infrastructure Logement			Mise en place d'un programme entrepreneurial juvénile	
Agriculture Environnement tourisme	Mise en place d'un Centre de services à l'emploi d'urgence facilitant le lien entre la demande et l'offre d'emploi lié aux efforts de reconstruction	Mise en place d'un Centre de services à l'emploi facilitant le lien entre la demande et l'offre d'emploi lié aux efforts de développement économique	Remaniement et adoption des dispositifs juridiques encourageant l'insertion sociale et l'employabilité des jeunes et des femmes	
Lutte contre le travail des enfants et promotion des normes internationales du travail				\$1 442 500
Education	Mise en place d'un système de surveillance pour éviter le travail des enfants et le trafic d'être humain	Suivi avec les autorités locales pour sortir les enfants du travail et intégrer les adolescents dans le système de formation professionnelle		
Appui à la protection sociale pour tous				\$10 095 000
Santé Education	Assistance financière aux ménages sinistrés pour la scolarisation de leurs enfants		Mise en place d'un socle de protection sociale (pont avec secteurs sociaux) pour promotion des emplois décents et réduction des inégalités	
Santé commerce	Assistance financière et alimentaire aux personnes Handicapées et les personnes de troisième âge		Elaboration et adoption des mesures législatives créant un système de crédit social équitable	
Appui à la gouvernance du MAST				\$1 050 000
	Renforcement des capacités des Bureaux du département des Affaires sociales dans les zones affectées	Renforcement des capacités de gouvernance pour soutenir la planification, mise en œuvre, Suivi et Evaluation de la réhabilitation des moyens de subsistance		
	Réalisation d'une enquête socio-économique sur les ménages sinistrés			
TOTAL				\$26 087 500



7

POLITIQUES SECTORIELLES EXISTANTES ET PROGRAMMES

Selon la loi organique de 1983, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail est donc l'institution chargée d'instrumentaliser la politique sociale du pays et de l'exécuter par le biais de ses organismes déconcentrés et décentralisés. A cet effet, d'importants programmes et projets ont été conçus, cela en vue de contribuer à l'amélioration du bien-être social des citoyens et au développement économique du pays. Ainsi, on peut retenir plusieurs programmes majeurs en phase de définition et de mise en œuvre :

Programmes stratégiques (moyen et long terme)

- **Politique de formation professionnelle ;**
- **Programme pays pour le travail décent (2015-2020) entre l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le MAST et les partenaires sociaux** portant sur la création d'emplois, la formation professionnelle, le développement rural, la révision du code du travail, le dialogue social et le respect de normes internationales comme les priorités à mettre en œuvre.
- **Création et mise en place d'une nouvelle politique publique de protection sociale**
Les axes stratégiques de ce programme :
 - Assurance sociale : cotisations sur les salaires et versés aux cotisants
 - Aide sociale : Versé sous condition de ressources (précarité)
 - Protection universelle : Prestations accordées sans condition de cotisations ni de ressources (prestations familiales, soins de santé)
 - Filets de sécurité sociale : Accès pour la famille à certaines prestations (argent, nourriture et emplois) moyennant la scolarisation des enfants
- **Plan Opérationnel Transferts Monétaires** (MAST, USAID, CARE, ACF, World Vision, World Food Program (WFP)) :

Ce programme compte toucher 800 000 personnes affectées (161 200 ménages) pendant trois mois avec des distributions de vivres, produits nutritionnels, et avec des transferts monétaires inconditionnels (octobre à décembre 2016).

- **Le Plan Stratégique de développement d'Haïti (PSDH)**, a défini la politique de l'emploi et de la protection sociale comme prioritaires.



8

STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE/PLAN D'ACTION

Les actions suivantes en matière de promotion de l'emploi et moyens de subsistance ont été sélectionnées et citées dans les rapports des autres secteurs. Le plan d'action ci-dessous intègre donc les actions en matière d'emploi des autres secteurs (colonnes « autres secteurs ») parallèlement aux actions propres du secteur emploi venant appuyer la promotion d'emplois décents et de moyens de subsistance durables.

Actions d'emploi dans les autres rapport sectoriels :

Secteur commerce et industrie (mci) :

Actions à court terme

Programmes d'Emplois d'Urgence et Activités Génératrices de Revenu à petite échelle pour les communautés sinistrées

Actions à moyen terme/ Phase de Relance (4 à 12 mois) – 30, 000,000 \$US

- Mettre en œuvre un Programme de Relance du secteur productif dans les zones touchées incluant entre autres :
- Services de développement d'entreprises aux entrepreneurs : un accompagnement technique des entreprises pour la mise en place des bonnes pratiques de gestion; une politique publique incitative pour la formalisation des entreprises ;
- Collaboration avec les institutions financières pour fournir des produits financiers adaptés aux besoins des entrepreneurs.
- Appui à la création d'une industrie moderne de la pêche, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et la BID, en créant des centres de formation, d'achat d'équipements, de conservation et de vente des fruits de mer.

Actions à long terme/ Réhabilitation et Reconstruction (1 à 6 ans)

- Recapitalisation des Entreprises
- Développement d'infrastructures basées sur les ressources locales, projets habituels de micro finance, études de base locales, conseil aux gouvernements locaux.etc.
 - o Offrir des possibilités d'emploi et de revenus pour les populations touchées par le biais de la réhabilitation des infrastructures, du Commerce et de production par une approche « HIMO »
 - o Élaborer un plan de mise en œuvre des projets prioritaires au potentiel maximum pour la création d'emplois et de revenus grâce à une approche « HIMO ».

SECTEUR AGRICULTURE

Pallier à l'incapacité d'investissement de la majorité des producteurs en finançant des travaux à haute intensité de main d'œuvre (curage des canaux, protection des berges de rivières...) pour la remise en eau des périmètres, en subventionnant les travaux préparation de sols et l'accès aux intrants, principalement les semences vivrières et maraîchères pour les prochaines campagnes agricoles. L'injection de numéraires dans les exploitations agricoles va aider à freiner la décapitalisation des producteurs agricoles, en particulier. Une emphase particulière sera mise sur les cultures à cycle court comme l'épinard, le gombo, le pois congo non photo périodique, la patate douce, le pois de souche et le haricot. Ces dispositions doivent être effectives dès la campagne d'hiver 2016 qui démarre dans quelques jours et devront également s'étendre à la campagne de printemps 2017 sur l'ensemble du territoire.

SECTEUR LOGEMENT

Court Terme :

- Enlever les débris provenant de la destruction des taudis et nettoyer les sites ;
- Organiser des programmes de formation aux techniques de construction para cyclonique et parasismique pour les ouvriers des régions touchées en utilisant le matériel didactique déjà produit dans le cadre de certains projets après le séisme de 2010 (ex. projet 16/6) et par certaines institutions (INFP...)

Moyen terme :

- Mettre sur pied des programmes d'appui technique et de subvention à l'auto-reconstruction, en accompagnant techniquement et financièrement les ménages vulnérables et à revenus modestes dans la reconstruction de leur logement. Ces actions pourraient se mettre en place à travers des chantiers écoles en partenariat avec l'INFP

SECTEUR INFRASTRUCTURE

- Mise en œuvre d'un programme d'amélioration de la connectivité en milieu rural dans 4 départements du grand Sud, 250 km, en utilisant les OCB petites entreprises et travaux HIMO et création d'emplois décents en respectant l'égalité de genre.

ACTIONS DU SECTEUR EMPLOI VENTILE

DESCRIPTION DES PROGRAMMES	COURT-TERME	MOYEN TERME	LONG TERME	TOTAL (US\$)
Création d'emplois immédiats par la réhabilitation des infrastructures publiques et productives et des logements directement endommagés par le sinistre et les moyens de subsistances	2, 100,000	750, 000	750, 000	3, 600,000
Renforcement du système de la formation professionnelle pour les secteurs productifs	1, 000,000	2, 700,000	800, 000	4, 500,000
Renforcement et création de micro-entreprises dans les secteurs de la construction et secteurs productifs clés	1, 000, 000	1, 600, 000	600, 000	3, 200, 000
Développement d'une politique régionale et nationale de l'emploi décent incluant l'emploi immédiat	1,000, 000	800, 000	400, 000	2 200 000
Lutte contre le travail des enfants et promotion des normes internationales du travail	1, 192,500	125, 000	125, 000	1, 442,500
Appui à la protection sociale pour tous	9, 000, 000	1, 000,000	95, 000	10, 095,000
Appui à la Gouvernance du MAST	700, 000	300, 000	50, 000	1, 050,000
TOTAL	15, 992, 500	7, 275,000	2, 820,000	26, 087,500

[illegible]

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
MOYEN ET LONG TERME 1.2 Coordination et mise en place de programmes d'emplois immédiats contribuant à la protection des bassins versants et à l'amélioration de la production agricole et de la pêche	Consolidation des centres de services à l'emploi immédiat /HIMO pour les secteurs productifs et appui aux micro-entreprises locales							Nombre d'emplois créés pour la réhabilitation (court et moyen terme)	
	Formation des formateurs			Programme BIT/PNUF	Sud, Nippes, Grand-Anse, Sud-Est		MTPTC/ ME/ MARNDR et autres	Nombre d'infrastructures productives réhabilitées	
		1 500 000		Sud) création d'emplois verts immédiats		Autorités locales	ministères HIMO, partenaires sociaux, MAST, BIT, MNUE, FAQ, UNOPS	Nombre d'emplois verts créés dans le secteur agricole (40% femmes)	6-18 mois
	Encadrement et coordination des actions HIMO et emplois immédiats							Nombre d'emplois créés dans les infrastructures de traitement des déchets	
								Nombre de formateurs recrutés et formés	

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
AUTRES SECTEURS: Mise en place de programme d'emploi immédiats/HIMO dans la réhabilitation des infrastructures, le logement, les écoles et l'agriculture (nettoyage/reboisement):								Nombre d'emplois créés pour la réhabilitation (court et moyen terme)	
					Sud, Nippes, Grand-Anse	Tous les ministères concernés	MTPTC/ MENFP	Nombre d'infrastructures productives réhabilitées incluant GRD	1-12 mois
							MTPTC/ MDE/ MARNDR	Nombre d'emplois verts créés dans le secteur agricole (40% femmes)	
HIMO SECTEUR AGRICULTURE	Réparation des canaux d'irrigation, berges des rivières et autres structures des périmètres irrigués CT MT		9 840 141						
	Réhabilitation des bâtiments de l'administration, formation et de la recherche dommage MLT		2 592 376			MARNDR	MAST Autorités locales BIT PNUE FAO PNUD		
	Réhabilitation des bassins de marais salants CT		17 671 494						
	Réhabilitation des pistes agricoles MLT		17 071 198						
	SOUS-TOTAL AGRICULTURE		47 175 209						

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
HIMO SECTEUR LOGEMENT	Enlèvement des débris et nettoyage des sites		14 851 520				MAST Autorités locales MARNDR UNOPS BIT		
HIMO SECTEUR INFRASTRUCTURE	Mise en œuvre programme d'amélioration de la connectivité en milieu rural dans 4 départements du grand sud, 250 km, en utilisant les OCB petites entreprises et travaux HIMO et création d'emplois décents en respectant l'égalité de genre		70 000 000			UCLBP MTPTC	MAST Autorités locales MARNDR UNOPS BIT		

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
2. Renforcement du système de la formation professionnelle pour les secteurs productifs		4 500 000	7 287 500					Nombre de curricula en construction et secteurs productifs (Entrepreneuriat) développées en partenariat avec l'INFP	
	- Analyse des besoins de formations						MTPTC / MENFP / UCLBP	Nombre d'entreprises locales impliquées dans la réhabilitation des infrastructures	
	- Planification participative pour évaluer offre et demande						Partenaires sociaux	Nombre de nouvelles entreprises en réhabilitation et entretiens infrastructures créés	
2.1 Mise en place de programme de formation professionnelle pour le secteur de la construction		1 000 000		Programme BIT/PNUF	Sud, Nippes, Grand-Anse	INFP/ MAST		Nombres de formations développées et conduites en matière de construction incluant la GRD (en partenariat avec l'INFP)	1-6 mois
	- Développement de curricula court			Sud) création d'emplois verts immédiats					
	- Formation de formateurs INFP						BIT		
	- Formations de cycle court (sur les chantiers) en compétences dans les métiers de la construction intégrant la GRD							Nombre de formation et sensibilisation menées en matière de santé et sécurité dans le secteur de la construction	

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
2.2 Mise en place de programme de formation professionnelle pour les secteurs économiques porteurs des départements touchés	- Analyse des besoins en formations par filières et chaînes de valeurs						MCI/MARNDR/ INFP/MT	Nombre de personnes formées dans les secteurs clés (50% femmes) par les centres du réseau INFP	
	- Appui à l'organisation des filières porteuses						Partenaires sociaux	Nombre de diplômes certifiés par l'INFP (50% de femmes)	
	- Développement de curricula adapté en partenariat avec l'INFP				Sud, Nippes, Grand-Anse, Sud-Est	INFP/	BIT	Nombre de maîtres formateurs formés	6-36 mois
	- Intégration de la GRD dans les modules de formation	2 700 000		Programme BIT/formation professionnelle Sud		MAST	FAO		
	- Développement de curricula adaptés aux besoins spécifiques des femmes dans des secteurs économiques clé productifs						PNUE		
	-Formation de formateurs (INFP)								
	- Formations professionnelles								

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
2.3 Promotion de formations professionnelles pour adolescents adaptés aux opportunités et aux spécificités des adolescents en échec scolaire	Développement de curricula adapté en partenariat avec l'INFP						MENFP	Nombre d'adolescents formés	
	Développement de curricula adaptés aux besoins spécifiques des jeunes femmes dans des secteurs économiques clé productifs	800 000		Programme BIT/lutte contre le travail des enfants	Sud, Nippes, Grand-Anse, Sud-Est	INFP/ IBESR/ MAST	MARND	Nombre de curricula en formation professionnelle pour des adolescents à besoins spéciaux	6-36 mois
	Formation de formateurs (INFP)						MDE		
	Conduites des formations professionnelles						Partenaires sociaux/ BIT		
3. Renforcement et création de micro-entreprises dans les secteurs de la construction et secteurs productifs clé		3 200 000	33 906 129		Sud, Grand-Anse, Sud-Est				
SECTEUR COMMERCE: Recapitalisation immédiate des micros, petites et moyennes entreprises - Court Terme	MCI: Programmes d'Emplois d'Urgence et Activités Génératrices de Revenu à petite échelle pour les communautés sinistrées : dons financiers, remplacement d'actifs, création d'emplois temporaires, projets d'infrastructure, projets de microfinance, planification à moyen et long terme								
			3 906 129			MCI	MAST/BIT		

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
3.1 Renforcement des micro, petites et moyennes entreprises ainsi que des groupements d'agriculteurs et de pêcheurs en termes de gestion et d'accès au marché	Mise en place d'un Centre de services à l'emploi d'urgence facilitant le lien entre la demande et l'offre d'emploi lié aux efforts de reconstruction (Cf ci-dessous)							Nombre de personnes et micro-entreprises (40% femmes) recevant une formation en création de micro-entreprises (méthode GERME/ BIT) dans les secteurs clés (construction, agriculture et pêche)	
	Formation en gestion d'entreprises (GERME/BIT)						MCI/	Nombre d'entreprises agricoles nouvellement créées et formalisées ;	
	Accompagnement à la formalisation (cf MCI)						MADNER/ MAST/	Nombre de professionnels du tourisme formés à la création de micro entreprises touristiques/culturels	6-36 mois
	Faciliter l'accès aux modes de productions	3 200 000		Programme BIT Sud	Sud, Grand-Anse, Nippes, Ouest	Autorités locales	INFP/ partenaires sociaux/ BIT	Nombre d'emplois créés dans le secteur touristique (50% femmes)	
	Organisation et formation des exploitants, commerçants et artisans (avec INFP)							Nombre d'emploi total créé dans les zones touchées	
	Appui technique dans les dossiers de crédit et de Business Plan							Nombre de personnels formés (% H/F)	
	Analyse des besoins entre offre et demandes d'emplois dans les secteurs clé							Nombre de chômeurs créant sa micro entreprise 50% femmes)	
	Mise en place d'une base de données offre/ demande travailleurs et emplois, formations disponibles, etc.							Nombre d'entreprises agricoles et de pêches rétablies	

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
	Services de développement d'entreprises aux entrepreneurs : un accompagnement technique des entreprises pour la mise en place des bonnes pratiques de gestion; une politique publique incitative pour la formalisation des entreprises								
SECTEUR COMMERCE :	Mettre en œuvre un Programme de Relance du secteur productif dans les zones touchées incluant entre autres : Collaboration avec les institutions financières pour fournir des produits financiers adaptés aux besoins des entrepreneurs. Appui à la création d'une industrie moderne de la pêche, en créant des centres de formation, d'achat d'équipements, de conservation et de vente des fruits de mer.		30 000 000						

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
4. Développement d'une politique régionale et nationale pour l'emploi décent incluant l'emploi immédiat		2 200 000			Sud, Grand-Anse, Nippes, Ouest			Nombre de PCD (Plans Communaux de Développement) incluant une politique d'emplois décents	
4.1 Développement des données statistiques sur le marché du travail	Etude sur les tendances du marché de l'emploi et développement des données sur le marché du travail Renforcement des capacités du département des statistiques du MAST	1 000 000			Sud, Grand-Anse, Nippes, Ouest	MAST	Partenaires sociaux MAST BIT	Nombre de bulletins et de données sur l'emploi accessibles	6-36 mois
4.2 Promotion d'une politique régionale et nationale (PEP) pour l'emploi	La conception d'une stratégie de PEP régionale et national multisectoriel pour la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, la sécurité du revenu, et, à la résilience climatique	400 000			Grand Sud	MAST	Partenaires sociaux	Signature et mise en œuvre d'un PEP pour le Grand Sud	12-36 mois

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
4.5 Mise en place d'un programme entrepreneurial juvénile	- Conception curricula de formation en partenariat avec l'INFP						MCI/BIT/MEF/ MCFDF	Nombre de curricula en secteurs productifs (Entrepreneuriat)	
	- Formation de cycle court pour les jeunes et les femmes des zones sinistrées	800 000			Régions affectées	MAST/	Partenaires sociaux	développées en partenariat avec l'INFP	6-36 mois
	- Remaniement et adoption des dispositifs juridiques encourageant l'insertion sociale et l'employabilité des jeunes et des femmes			Programme BIT Sud		Gouvernement		Nombre de jeunes formés	
5. Lutte contre le travail des enfants et promotion des normes internationales du travail		1 442 500			Sud, Grand-Anse, Nippes, Ouest			Nombre de start-up créés	

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
5.1 Mise en place d'un système de surveillance pour éviter le travail des enfants et le trafic d'être humain	Renforcement des capacités de la Direction de l'Institut de Bien-être Social et de Recherche (IBERS) du MAST				Sud, Grande Anse, Nippes, Ouest et les Bureaux du MAST dans les zones touchées		BIT/UNICEF/ FNUAP/MICT/ MENFP/MSP	- Nombre de formation et activités de sensibilisation menées sur le trafic des êtres humains, les normes et pratiques hygiéniques et SIDA.	
	Formations des maires, communautés et partenaires locaux sur les risques et prévention du travail des enfants et trafic	1 192 500		Programme BIT/travail des enfants		MAST/IBESR	IBESR		1-6 mois
	Formation des cadres du MAST						Maries	-Nombre de cadres formés (% H/F)	
	Sensibilisation communautaire (incluant émission de radio)						Partenaires sociaux		
5.2 Suivi avec les autorités locales pour sortir les enfants du travail et intégrer les adolescents dans le système de formation professionnelle	- Formation et Renforcement institutionnel du Centre Complexe de Carrefour et du Bel-Air	250 000			Zones touchées	MAST	Gouvernement/ Municipalités/ INFP	Nombre d'enfants travailleurs réintégrant l'école Code du travail révisé et intégrant les NIT	1-36 mois
	- Révision du code du travail						IBESR Partenaires sociaux		

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
6. Appui à la protection sociale pour tous		10 095 000			Sud, Grande Anse, Nippes, Ouest			Nombre de personnes ayant accès à un système de protection sociale sur l'étendue du territoire d'ici 2020	
6.1 Elaboration d'un système de ciblage pour le dispositif national du socle de protection sociale	-Campagne d'identification des assujettis au système de protection sociale	25 000			Echelle nationale	MAST	UNICEF/ PNUD/BIT/OCHA	Nombre de personnes enregistrés et couvert par le socle de protection sociale	6-36 mois
6.2 Attribution d'un Numéro d'identification à la sécurité sociale (NISS) aux bénéficiaires		750 000			Toutes les régions du pays	MAST	MICT/les Mairies / MSPP	(50% femmes et % de personnes avec un handicap)	6-36 mois
6.3 Conception d'une nouvelle gouvernance de sécurité sociale en Haïti	-Création de nouveaux organismes de sécurité sociale et renforcement de ceux existant -Refonte de la législation sociale existante et adoption d'un code de sécurité sociale	320 000			Ouest	MAST	BIT	Nombre de travailleurs des secteurs de construction accédant à une micro-assurance santé	6-36 mois

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
7. Appui à la gouvernance du MAST									
7.1 Renforcement des capacités des Bureaux du département des Affaires sociales dans les zones affectées	- Organisation et formation à l'endroit des inspecteurs de travail							-Nombre d'inspecteurs du travail formés (%H/F)	
	- Assistance financière pour les employés du MAST dans les zones affectées	400 000			Sud, Jérémie	MAST	MARNDR	-Nombre de centres de formations créés et organisés	1-12 mois
	- Dotation en équipements et matériels								
7.2 Réalisation d'une enquête socio-économique sur les ménages sinistrés (en relation avec les statistiques de l'emploi)									
	-Détermination du profil socioéconomique des ménages sinistrés						BIT/MEF-IHSI/ MCFDF/ OCHA/ UNICEF/ PNUD/ MICT		
	- Etudes rapides des besoins et capacités	300 000			Zones touchées	MAST			1-6 mois

DESCRIPTION DES PROGRAMMES/ INTERVENTIONS	ACTIVITÉS	COÛTS EMPLOI (\$US)	COÛTS AUTRES SECTEURS (\$US)	INITIATIVES EXISTANTES	LOCALITÉ	PARTIE RESPONSABLE	INSTITUTIONS CONSULTÉES	INDICATEURS	PÉRIODE
7.3 Renforcement des capacités de gouvernance pour soutenir la planification, mise en œuvre, Suivi et Evaluation de la réhabilitation des moyens de subsistance	-Formation de cycle court en Gestion de projet de développement et sur les techniques de statistiques d'emploi pour les cadres du MAST	300 000					MAST/ DPC	-Nombre de curricula en Gestion des catastrophes naturelles	
	-Développement de curricula de formation technique sur la gestion et le plan de réponse aux catastrophes à l'endroit des cadres du MAST	50 000			Ouest	MICT-GRD		-Nombre de cadres formés en Management et Suivi-Evaluation de projets (%H/F)	1-12 mois
TOTAL POUR LE SECTEUR EMPLOI		26 087 500	173 220 358						
TOTAL pour le secteur emploi comme actions propres									
TOTAL des actions des autres secteurs pour l'emploi									
COUT TOTAL POUR L'EMPLOI ET MOYENS DE SUBSISTANCES									

9

METHODOLOGIE D'ÉVALUATION DU SECTEUR

La présente analyse s'inscrit dans le cadre du PDNA Vol. B «Lignes directrices pour le secteur de l'emploi, des moyens de subsistance et de la protection sociale» et les indicateurs «journées de travail perdues» et «pertes de revenus» ont été construits en fonction des pertes de production dans les secteurs productifs. Compte tenu de la rareté des données actualisées sur le marché du travail en Haïti, les erreurs de mesure dans la présente analyse ne peuvent être exclues.

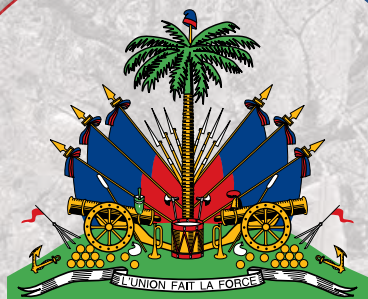
Toutes les données secondaires utilisées proviennent des sources gouvernementales officielles et du PDNA & DaLa qui ont été réalisées en octobre / novembre 2016. Les données primaires ont été recueillies au cours d'une série de discussions de groupes de discussion de l'équipe d'évaluation du secteur Emploi et moyens de subsistance à Jérémie, Grande Anse en novembre 2016.

Sources

- CIA (2016). 'The World Factbook: Haiti'
- GNUD, Banque Mondiale et Union Européenne (2013) 'Lignes directrices pour l'évaluation des besoins post-catastrophe: Emploi, moyens de subsistance et protection sociale'
- IHSI, Banque Mondiale et DIAL (2012). 'Enquête sur les Conditions de Vie de Ménage Après le Séisme.'
- IHSI (2014). 'Les Comptes Economiques en 2014'
- IHSI (2015). 'Population Totale, Population de 18 ans et plus Ménages et Densités estimés en 2015.

Sigles et Abréviations

ACF	Action Contre la Faim
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BIT	Bureau International du Travail
DPC	Direction de la Protection Civile
FAO	Food and Agricultural Organization (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)
GRD	Gestion des Risques et Désastres
HTG	Gourdes- unité monétaire de la République d'Haïti
IBESR	Institut de Bien-être Social et de Recherches
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
INFP	Institut National de Formation Professionnelle
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
MAST	Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie
MCDFD	Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme
MDE	Ministère de l'Environnement
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MENFP	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
MICT	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
MT	Ministère du Tourisme
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, du Transport et des Communications
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PDNA	Post Disaster Needs Assessment (Evaluation Conjointe des Besoins Après Désastre)
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UCLBP	Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics
USAID	United States Agency for International Development (Agence Américaine pour le Développement International)
UNICEF	United Nations Children's Fund (Fond des Nations Unies pour l'Enfance)
WFP	World Food Program



Ministère
des Affaires Sociales
et du Travail